

---

## Vittorio Frajese, *La censura in Italia. Dall'Inquisizione alla polizia*

Sandro Landi

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/essais/4838>

DOI : 10.4000/essais.4838

ISSN : 2276-0970

### Éditeur

École doctorale Montaigne Humanités

### Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 2016

Pagination : 202-205

ISBN : 978-2-9544269-8-3

ISSN : 2417-4211

### Référence électronique

Sandro Landi, « Vittorio Frajese, *La censura in Italia. Dall'Inquisizione alla polizia* », *Essais* [En ligne], 9 | 2016, mis en ligne le 23 octobre 2020, consulté le 29 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/essais/4838> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/essais.4838>

---

Essais

lingue de l'écrivain et du lecteur. Dans le domaine littéraire, le concept d'interlangue s'est consolidé dans les années 1980 pour décrire les phénomènes d'hybridation linguistique au sein d'un même syntagme. Le caractère labile de l'interlangue fascine les universitaires depuis plusieurs décennies, synonyme à la fois de déconstruction et de construction du texte littéraire. Les textes multilingues remettent en cause la pertinence, voire la légitimité, des anciennes littératures dites « nationales », porteuses d'une seule langue, et tendent à défier et ouvrir le canon dont l'autorité fait désormais polémique tant il ne reflète plus à l'ère moderne la configuration démographique de la culture qu'il est censé refléter. Certains articles, à partir d'une analyse de l'œuvre d'auteurs tels Cormac McCarthy, Olga Gonçalves, Daniel Mendelsohn ou Olive Senior, s'emploient ainsi à interroger la valeur opératoire du concept d'interlangue dans la structuration du discours littéraire, examinant la mise en place de diverses stratégies et dynamiques d'écriture posant la page comme une zone d'interférences linguistiques multiples et foisonnantes.

En fin de compte, quels que soient la méthodologie disciplinaire retenue et le territoire géographique exploré, les auteurs sondent avec efficacité l'influence problématique de l'interlangue sur le processus de construction identitaire dans un monde contemporain en mutation perpétuelle. L'étude exhorte le lecteur à repenser l'identité dans une perspective hétérogène et hybride où la versatilité inhérente aux notions de multilinguisme, d'interlangue et de translangue, garantit l'émergence d'un espace poreux générateur d'une reconfiguration et d'un décentrement constants du sujet.

**Sarah Dufaure**

EA 4196 CLIMAS

Université Bordeaux Montaigne

sarah.dufaure@u-bordeaux-montaigne.fr

**Vittorio Frajese**, *La censura in Italia. Dall'Inquisizione alla polizia*, Roma-Bari, Laterza, 2014, 240 p.

Il n'existait pas à ce jour une synthèse d'histoire de la censure dans la péninsule italienne à l'époque moderne. Le principal mérite de cet ouvrage est donc de combler cette lacune. Son originalité tient au choix d'une périodisation longue qui correspond au processus que l'auteur identifie comme le fil conducteur de son analyse : la naissance, à la moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, de la censure ecclésiastique ; sa progressive substitution par une police des livres mise en place, dans les différents états italiens, au cours du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle.

Dans le premier chapitre, qui fait office d'introduction, l'auteur se propose d'expliquer la spécificité du cas italien. L'invention de l'imprimerie et la « césure » qu'elle détermine dans les manières de rendre public un texte, contraint « les grands pouvoirs d'Europe » (p. 4) à mettre en œuvre des dispositifs de censure préalable des manuscrits. À l'intérieur de ce cadre – dont la complexité, faute d'analyse comparative, est simplement évoquée – la censure qui s'installe dans les différents états italiens se caractérise par « un dualisme institutionnel ». En effet, si partout en Europe « le personnel ecclésiastique et la culture religieuse » jouent un rôle déterminant en matière de contrôle de l'imprimerie, en Italie la censure ecclésiastique est une émanation directe de la souveraineté pontificale (p. 5). En d'autres termes, cet abus de souveraineté constitue le trait dominant de la censure italienne ainsi que le facteur qui détermine, dans la longue période, ses transformations.

En réalité, pour les deux tiers de ce livre (chapitres I-VII), la censure qui relève des états n'est traitée que de façon épisodique. Ce qui intéresse l'auteur, c'est avant tout de mettre en lumière les assises théoriques, l'étendue et le fonctionnement de la censure ecclésiastique. Par une longue digression explicative (p. 6-14), celui-ci fait remonter ses origines au premier concile de Nicée : c'est à partir de ce moment que l'Église s'arroge le droit de définir les vérités de la foi et d'interdire, *iure ecclesiae*, les écritures jugées hérétiques. Le refus de la culture savante, typique du mouvement franciscain à ses origines, ainsi que sa répulsion à l'égard de la culture écrite (p. 8) ne constituent qu'un facteur aggravant d'une attitude intellectuelle très durable dont le fondement est avant tout d'ordre juridique. V. Frajese rappelle à plusieurs endroits (par ex. p. 46) la dimension canonique de la censure : en droit canon, la censure est une peine spirituelle qui prive le chrétien, pécheur et rebelle, des biens spirituels qui sont au pouvoir de l'Église. Dans cette perspective, il n'est donc de véritable censure que la censure ecclésiastique.

V. Frajese illustre la mise en œuvre de ce principe dans la période qui suit la Réforme. Les étapes de ce processus sont très connues : fondation de la Congrégation du Saint-Office, dont les pouvoirs en matière de censure sont fixés par un édit de 1543 ; création en 1572, par Grégoire XIII, de la Congrégation de l'Index à laquelle est confiée la tâche d'établir la liste des livres interdits. Grâce notamment aux travaux de Gigliola Fragnito, le rapport conflictuel qui s'établit entre ces deux organismes est également un élément acquis par l'historiographie. Si V. Frajese n'apporte pas à ce sujet d'éléments novateurs, son analyse se distingue par la supériorité de droit qu'elle attribue à l'Inquisition, seule institution habilitée à invalider un Index, même celui voulu par Sixte V en 1590 (p. 37). Plus originale est l'attention que l'auteur porte aux formes de résistances engendrées par la censure ecclésiastique. Abstraction faite des explications douteuses, à caractère culturaliste, qui relient la faible résistance opposée à l'Inquisition à une supposée prédisposition à la pénitence

« enracinée dans la culture italienne » (p. 49), l'auteur consacre sans doute ses meilleures pages aux formes de contournement des interdits expérimentées par des auteurs et des éditeurs (p. 69-87).

Face à la prééminence de la censure ecclésiastique, à son enracinement et à son efficacité, du moins relative, V. Frajese peine à trouver une justification à la censure exercée parallèlement par les états de la péninsule. Il y parvient en renouant avec la catégorie désuète de juridictionnalisme, dont le principal exemple est la république de Venise au XVII<sup>e</sup> siècle. Sur la base de travaux récents consacrés à la communication politique dans ce contexte, V. Frajese identifie la sphère de compétence de la censure civile avec la gestion de l'information et du secret d'état, essentielle dans la construction du consensus (p. 92 et 100). En outre, à la différence de la censure inquisitoriale dont le but est le contrôle de la lecture savante, la censure du prince, selon l'auteur, s'intéresserait essentiellement « aux classes populaires » (p. 53). Toutefois, à la lumière de cas de lecteurs populaires devenus également, grâce aux archives du Saint-Office (cfr. Le dossier de Domenico Scandella étudié par Carlo Ginzburg) des cas historiographiques majeurs, le caractère schématique et inopérant de cette distinction paraît évident.

La perspective jurisdictionnaliste, fondée sur la confrontation état/église, structure la partie de cet ouvrage consacrée à la sécularisation du contrôle de l'imprimé tout au long du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle (chapitres VII-XI). Les états de la péninsule présentent à ce sujet une variété de situations irréductibles à un modèle dominant. L'auteur s'attarde en particulier sur les cas du Grand-duché de Toscane et du Duché de Milan, le premier dans l'orbite, le second, partie intégrante de l'Empire. Dans les deux cas, le déclin de la censure inquisitoriale dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, procède parallèlement à l'émergence d'une « police », savoir et dispositif administratif qui s'intéresse au bon gouvernement des comportements et des opinions des sujets. Le modèle est ici celui de la *polizeiwissenschaft* que l'auteur étonnamment ignore, pour privilégier un parallèle avec l'expérience française (p. 153-156). Sans doute parce que, dans l'optique téléologique qui est la sienne, l'évolution de ces censures vers des formes de contrôle qui privilégient la répression plutôt que la prévention des abus, semble rappeler l'article 11 de la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*. V. Frajese souligne en effet la portée anthropologique de ce texte qui détermine l'abolition de la censure des manuscrits (p. 160).

En réalité, le chapitre consacré à la Restauration (p. 177-197) montre sans conteste que la Révolution ne constitue pas un tournant dans les dispositifs de censure en vigueur dans les états italiens. Alors que la police absorbe en large partie les fonctions exercées par l'Inquisition, la censure préalable est presque partout rétablie (p. 178). Seulement l'extension au Royaume d'Italie de la législation piémontaise sur la presse de 1848, détermine sa suppression définitive.

Tout nouveau livre sur la censure en Italie à l'époque moderne s'inscrit dans un débat ancien et, en même temps, actuel. Plus précisément, le livre de V. Frajese s'inscrit en faux contre toute interprétation visant à souligner les ambiguïtés de la censure : en d'autres mots, le fait que la censure soit, notamment en Italie, l'expression d'une souveraineté double, ecclésiastique et étatique, fortement imbriquée. Les recherches les plus novatrices dans ce domaine ont mis en lumière la trame qui unit auteurs, censeurs et lecteurs – dont la contiguïté sociale et culturelle est parfois flagrante – dans une idéologie largement partagée de la censure et de la littérature. Cette réalité complexe est tout simplement absente dans les pages de cette synthèse, dont la principale nouveauté est, en fin de compte, de marquer un retour de vieilles catégories et certitudes historiographiques.

**Sandro Landi**

EA 4574 SPH

Université Bordeaux Montaigne

Sandro.Landi@u-bordeaux-montaigne.fr